



ALAN...FLATION

Nos collègues de l'environnement nous avait prévenus, en deux ans de contrat, Alan nous fait déjà les poches !

Sous prétexte d'augmentation des frais de santé et surtout de la baisse des remboursements de la sécurité sociale, Alan parle déjà de modifications et d'augmentation du niveau de cotisations sur les options...de 5% à venir a minima est plus probablement de 9% d'ici la fin du contrat (2031)...honteux !

Avec l'aval du Ministère, il informe les organisations syndicales réunies à la Commission Paritaire sur la Protection Sociale à Bercy (CPPS), du choix d'un maintien « exceptionnel » des cotisations options pour cette année et d'un lissage d'augmentation dès 2027 et sur plusieurs années.

La CGT a voté contre cette proposition qui acte l'augmentation pour les années à venir !

Cette start-up, qui lève des fonds dans le monde entier pour diffuser son modèle économique, « s'occupe » déjà des agents de Bercy, après avoir fait les poches des agents du ministère de l'Environnement, premières victimes d'un appel d'offre biaisé.

Depuis des années, des milliards d'économies sont faites en réduisant la part remboursée par la Sécurité Sociale aux patients sur les consultations médicales. Des économies qui sont financées généralement par la hausse des tarifs des complémentaires de santé. Tout cela réduit l'accès aux soins pour l'ensemble de la population !

La protection sociale complémentaire ne doit pas pallier l'affaiblissement organisé de la Sécurité Sociale ni générer un surcoût pour les agents de Bercy. Elle doit permettre aux agents, actifs et retraités, de bénéficier d'une couverture santé et prévoyance avec une prise en charge importante de l'employeur.

La CGT a demandé lors de cette CPPS, le relèvement de la participation employeur et l'intégration de l'option 1 dans le socle santé, prélevé sur le traitement des agents. Elle demande aussi une fongibilité des réserves entre le socle et les options ce qui permettrait de renforcer le régime. Ce que Bercy refuse encore une fois ! ➡

La CGT continue de dénoncer le choix de la start up ALAN et souhaite convaincre les autres organisations syndicales pour dénoncer majoritairement cet accord et pour en négocier un nouveau, plus favorable aux agents

Face à une politique qui fait payer les malades pour épargner le capital, la CGT rappelle ce qui fonde notre système de protection sociale depuis 1945 : la meilleure des sécurités, c'est la solidarité.

Les agents de Bercy ne doivent pas payer pour les désengagements et renoncements divers qui s'opèrent ! La CGT Finances publiques et la CGT douanes appellent l'ensemble des agents à participer massivement à la journée d'action fonction publique du 29 septembre !